



Préfète du Puy-de-Dôme

dossier n° PC 063 345 19 G0053-M01

date de dépôt : 27 juillet 2020

demandeur : INRAE CENTRE AUVERGNE
RHONE ALPES, représenté par BEAUFRERE
REMY

pour : la modification de l'implantation du
bâtiment par rapport à la zone humide
adresse terrain : RTE DE THEIX lieu-dit LES
INTRABOIS, à Saint-Genès-Champanelle
(63122)

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État

La préfète du Puy-de-Dôme,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la demande de permis de construire modificatif présentée le 27 juillet 2020 par INRAE CENTRE AUVERGNE RHONE ALPES, représenté par BEAUFRERE REMY demeurant RTE DE THEIX, Saint-Genès-Champanelle (63122) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour la modification de l'implantation du bâtiment par rapport à la zone humide ;
- sur un terrain situé RTE DE THEIX lieu-dit LES INTRABOIS, à Saint-Genès-Champanelle (63122) ;
- pour une surface de plancher créée de 3 245m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal en date du 25 novembre 2011 et modifié en date du 17 décembre 2013

Vu le permis initial n° 06334519G0053 accordé le 30/04/2020 ;

Considérant que le projet impacte 8 690 m² de zone humide avérée ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis MODIFICATIF est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées ci-dessous.

Article 2

Le permis ne pourra être mis en oeuvre qu'après la décision d'acceptation liée à la déclaration loi sur l'eau conformément à l'article L.425-14 du code de l'urbanisme.

Fait à Clermont-Ferrand, le
Pour la Préfète et par délégation,
la Secrétaire générale


Béatrice STEFFAN

12 AOUT 2020

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.